

Terres Terrains Territoires

La « *question foncière* » demeure une zone floue de la réflexion politique, comme si elle était vouée à ne jamais recevoir de réponse.

A cheval entre plusieurs disciplines universitaires (économie, droit, géographie, sociologie, urbanisme...) donc rarement étudiée en tant que telle ; pratiquée par une grande variété de professionnels qui l'abordent sous des angles différents (aménageurs, géomètres, notaires, agriculteurs, financiers...), administrée à tous les échelons territoriaux, du national au communal, elle fait l'objet des affirmations les plus contradictoires.

- « La crise » est évoquée à tout propos, tantôt parce que les prix montent, tantôt parce qu'ils descendent.
- La « pénurie » des terrains est censée expliquer toutes les difficultés rencontrées, comme si la surface du territoire était élastique.
- L'affirmation du droit de chacun à accéder à un logement est aussitôt suivie d'appels à la lutte contre le bétonnage des espaces naturels.
- Un ministère cherche à favoriser la création de réserves foncières publiques tandis qu'un autre se donne pour mission de vendre les terrains publics.
- Les médias stigmatisent une « flambée » des prix des terres agricoles sans savoir que les terres en question coûtent moins chères qu'en 1914.
- Etc.

Ce petit site se propose donc de dépasser les idées toutes faites, sans *a priori* politique ou doctrinal.

Il n'est lié à aucun intérêt corporatiste.

Il vise seulement à mettre progressivement à disposition du public (et à organiser les uns par rapport aux autres), une série d'écrits personnels consacrés aux différentes facettes d'un champ de connaissance qui est encore assez mal identifié.

Un [vocabulaire](#) de 300 entrées permet de préciser les notions et de relier les concepts entre eux.

Des thèmes de [formations](#) sur le foncier sont proposées.

[L'auteur](#) remercie par avance celles et ceux qui lui feront part de leurs idées et de leurs critiques (contact@comby-foncier.com).